



# Universités de la FSU 12 et 81

## 28 et 29 novembre 2024 Gaillac

### Jeudi

Evaluation positive  
**Annabelle Allouch**



L'Histoire enseignée et ses valeurs  
**Benoît Falaize**



### Vendredi

Pédagogie Freinet intervenant·es du premier et second degré. Mise en situation pratique  
**Groupe départemental ICEM 81**



fsu81@fsu.fr  
05 63 38 44 34



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

Attention ! Demande de stage à envoyer au supérieur hiérarchique avant le 27 octobre

# POUR 81

ALBI PPDC  
**P4**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

ENSEIGNEMENT, EDUCATION, RECHERCHE, CULTURE, FORMATION, INSERTION  
Bulletin départemental de la Fédération Syndicale Unitaire du Tarn

N°142  
Septembre 2024

## En grève le 1er octobre et préparons les suites !

POUR 81 - FSU  
201 rue de Jarlard - 81000 ALBI  
Déposé le 26/09/2024

Notre pays traverse une crise exceptionnelle, historique.

La casse sociale généralisée imposée depuis des années au profit du CAC 40 et de ses profits, aggravée par les gouvernements Macron, débouche sous nos yeux sur une

crise politique majeure : le refus du résultat des élections législatives par le pouvoir et la désignation d'un gouvernement ultra-réactionnaire avec l'accord du RN qui promet de ne pas le censurer a priori et qui, de fait, sera le juge de paix des lois et réformes à venir.

Les masques sont tombés : cette fusion programmatique de l'extrême-centre et de l'extrême-droite, recycle, tout honte bue, le sinistre mot d'ordre de la classe dominante des années trente « plutôt Hitler que le Front populaire ». Elle signifie la poursuite des politiques en faveur des plus riches qui détruit notre société : uberisation généralisée, destruction des services publics et des acquis sociaux, dislocation du lien social, répression sans limite des mouvements sociaux et des mouvements écologistes, division des classes populaires à coups de racisme et de sexisme décomplexés, remise en

cause du principe démocratique... Le silence organisé sur les manifestations actuelles contre la vie chère en Martinique et en Guadeloupe ou sur la révolte démocratique en Nouvelle-Calédonie et leur féroce répression en dit long sur le sort réservé aux revendications légitimes des populations.

Le tout alors que le monde brûle (à commencer par Gaza) et que la menace de guerre généralisée progresse jour après jour dans le silence terrible d'une diplomatie occidentale entièrement soumise à l'Otan et aux Etats-Unis.

Nous le disons depuis longtemps : régressions sociale et démocratique marchent de pair et la guerre sociale débouche toujours sur la guerre tout court.

Face à cette situation, l'heure ne peut pas être à la désespérance. La responsabilité du mouvement progressiste et démocratique est immense : construire les conditions de la contre-offensive et des victoires de demain par les luttes (à commencer par la grève du 1er octobre), par le travail inlassable à l'unité des forces populaires sur des bases claires, par l'intervention directe dans le corps social sur les sujets de la santé, de l'alimentation, de l'éducation, du sport et de la culture...

"Au nom de mon espoir, je m'inscris contre l'ombre." Paul Eluard

### SOMMAIRE

1 : Edito	5 : A 69 : la politique du bétonnage accompli
2 : Grève mardi 1 octobre	6 : Retrait·es, adhérez dès maintenant
3 : Choc des savoirs	7 : Du fric pour l'école publique ?
4 : Recteur menteur / 30 ans de la FSU	8 : Universités de la FSU 81

**1er octobre  
GREVE  
10h30 Castres  
14h30 Albi**



## En grève et mobilisé·es mardi 1er octobre



**Pour les salaires,  
les services publics,  
l'abrogation de la loi retraites**

**Le 1<sup>er</sup> octobre en grève et en manifestation pour nos droits !**

**Manifestations dans le Tarn :  
10h30 Place Soult CASTRES  
14h30 Place du Vigan ALBI**

Nos organisations syndicales et de jeunesse appellent à manifester et à faire grève pour qu'enfin les urgences sociales, exprimées dans les mobilisations comme dans les urnes, soient entendues !

Retraites, salaires, services publics, c'est sur ces sujets centraux pour la population que nous pouvons gagner et arracher des victoires au moment où le président de la République et l'alliance jusqu'à l'extrême droite cherchent à imposer contre la volonté générale le maintien du cap libéral et autoritaire.

Nous avons été des millions à nous mobiliser pendant plus de 6 mois contre la retraite à 64 ans. Emmanuel Macron a décidé de passer en force mais a été sanctionné par une lourde défaite aux élections législatives.

### Congrès départemental de la FSU

**13 et 14 janvier 2025**

**L'ensemble des syndiqué·es de la FSU 81 seront invité·es à participer aux débats et à l'amendement des mandats de la FSU pour les 3 années à venir.**

**Bloquez dès maintenant ces dates dans votre agenda !**

ves. Nous pouvons donc maintenant gagner l'abrogation de la réforme des retraites !

Nos salaires, pensions, bourses et minima sociaux ne peuvent plus régresser face à l'inflation ! C'est la raison pour laquelle nous rejoignons l'appel des organisations de retraité·es ce même 1<sup>er</sup> octobre pour exiger l'augmentation des pensions et des salaires, un Smic à 2000 euros et l'indexation des salaires sur l'inflation. Partout, dans les entreprises et les administrations, faisons grève pour obtenir l'augmentation de nos salaires et la fin des inégalités entre les femmes et les hommes !

Nos services publics sont à bout de souffle. Exigeons les moyens financiers et humains pour l'hôpital, les soins, l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, l'environnement... pour permettre l'accès de tous et toutes à des services publics de qualité.

Les licenciements se multiplient dans l'industrie car les grands groupes continuent à délocaliser. Pourtant, les dividendes atteignent des records et, chaque année, 170 milliards d'euros d'aides publiques sont distribués sans contrepartie aux entreprises. Mobilisons-nous pour gagner l'arrêt immédiat de tous les licenciements, la relocalisation et la transformation environnementale de notre industrie !

Les jeunes sont parmi les premier·es à subir ces politiques de casse sociale. Il est urgent de mettre la jeunesse en protection sociale, de réformer le système des bourses et d'abolir la sélection à l'entrée de l'université.

Le 1<sup>er</sup> octobre marque le début des discussions sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale. C'est le moment de gagner qu'enfin les plus riches et les multinationales soient taxés pour financer nos services publics, la justice sociale et environnementale. C'est le moment de gagner l'abrogation de la réforme des retraites !

C'est maintenant qu'il faut peser et gagner. Ce ne sera possible que par un rapport de force clair et massif. Toutes et tous en grève le 1<sup>er</sup> octobre.

## Les collèges privés dopés au financement public, ça existe aussi !

Au collège aussi on repère des anomalies. Certaines dotations en heures d'enseignement de collèges privés sous contrat sont plus élevées que dans le public !

Le service enquête de France info a réussi à obtenir les dotations (DG) de tous établissements scolaires publics et privés sous contrat ainsi que l'indicateur H/E (nombre d'heures par élèves), données que les rectorats se gardent de communiquer. Ces données révèlent une sur-dotation des lycées privés sous contrat par rapport au public ainsi que de certains collèges privés.

Le H/E est un indicateur essentiel pour analyser les évolutions des dotations des établissements. Plus le H/E est élevé, mieux l'établissement est doté. Il pourra ainsi proposer davantage de séances en groupe à effectifs réduits, des classes moins chargées ou une offre de formation plus large. Cependant, la présence de certains dispositifs particulièrement présents en éducation prioritaire (ULIS, SEGPA, UPE2A...) peut gonfler de manière assez importante ce chiffre. Ces mêmes dispositifs sont rares dans les établissements privés sous contrat qui choisissent les élèves sur dossier, bien que financés par l'argent public.

En moyenne sur le territoire, le H/E est le même entre les établissements publics et les établissements privés sous contrat alors que ces derniers concentrent les élèves les plus socialement favorisé·es avec un IPS (Indice de position sociale) moyen de 117,4 en 2023-2024 contre 99,9 dans le public. Nous n'avons de chiffres comparatifs que sur 24 académies : en raison du faible nombre d'établissements, ces informations ne sont pas données pour les académies de Corse, de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de la Réunion.

Par exemple, dans les académies d'Aix-Marseille et de Montpellier, les établissements privés sous contrat sont dotés d'un H/E supérieur de 0,09. Si cela peut sembler négligeable, ramené au nombre d'élèves, un traitement égal apporterait presque 18 000 heures hebdomadaires en plus pour les collèges publics d'Aix-Marseille et plus de 17 000 pour l'académie de Montpellier.

L'analyse d'autres exemples, au niveau local, pointe une sous-dotation du secteur public, notamment au vu des catégories sociales des familles des élèves.

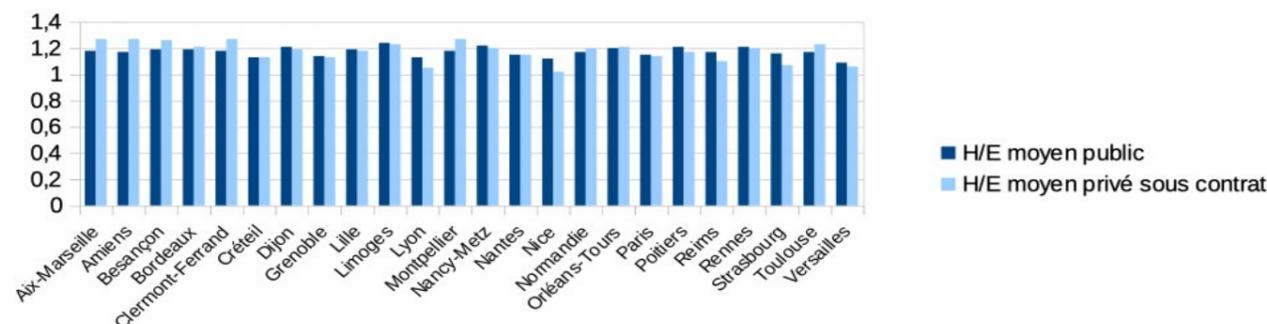
Ainsi, à Vaujours (commune de Seine Saint Denis), l'établissement privé reçoit une dotation légèrement supérieure à celui du public alors que son IPS moyen est supérieur de 25 points (125,9 contre 99,1).

Même chose à Quimperlé (commune du Finistère avec une forte implantation d'établissements privés sous contrat), où le collège privé Saint Croix bénéficie d'un H/E de 1,33 contre 1,2 en moyenne pour les collèges publics. Si ces derniers bénéficiaient du même H/E que l'établissement privé, il y aurait 100 heures d'enseignement supplémentaires par semaine pour les élèves !

Ailleurs, l'enquête de France-Info permet de mettre à jour des choix académiques délibérés en faveur du privé sous-contrat. Ainsi, sur la commune de Roubaix où 6 collèges sur 7 sont labellisés REP+, 4 des 5 collèges privés bénéficient d'un H/E entre 1,24 et 1,4, soit des DGH équivalentes à celles de l'éducation prioritaire : PIPS sert ici à contourner la carte de l'éducation prioritaire (dont le privé est pourtant exclu !) et contribue même à maintenir une offre privée « concurrentielle » face au second degré public.

Enfin, ces chiffres dessinent aussi des inégalités géographiques au sein du secteur public. Alors que l'ensemble des collèges de l'académie de Mayotte portent le label REP+, le H/E moyen de l'académie n'est que de 1,10 alors qu'il est en moyenne de 1,17 en France.

La FSU revendique l'abrogation de la loi Debré ainsi que toutes les lois permettant le financement public de l'enseignement privé pour mettre fin dans une seconde étape au dualisme scolaire avec la construction d'un grand service public unifié d'éducation nationale, gratuit et laïque, dans la perspective de la nationalisation de l'enseignement privé sous-contrat.



Source: Ministère de l'Éducation nationale, calculs franceinfo

## Conférence débat AJET autour de la réforme du choc des savoirs : « Faut-il croire les promesses égalitaires et démocratiques des politiques scolaires ? »

**Mercredi 9 octobre  
20h30  
ALBI  
Université Champollion  
Auditorium**



**Conférencier  
PAUL DEVIN  
Président de l'institut  
de recherche de la FSU**

La réforme du « choc des savoirs » promet une meilleure réussite des élèves. Nombreux sont celles·eux qui ont exprimé, au contraire, la crainte d'une régression produisant une réduction de l'ambition scolaire par le tri social.

Est-ce parce qu'elles douteraient des vertus de l'émancipation que les politiques scolaires françaises, depuis la fin du XIXe siècle, peinent à construire l'école égalitaire et démocratique qu'elles promettent ?

## Retraité·es, adhérez ou ré-adhérez dès maintenant

### Augmentons nos forces pour faire aboutir nos revendications

N'oublions jamais ce que nous apprend l'histoire : elle nous dit que les conquêtes sociales ont été obtenues en construisant un rapport de forces favorable à celles et ceux « d'en bas » : salarié·es, chômeur·ses, retraité·es, jeunes...

Nous sommes 18 millions à la retraite. Il est évident que si nous étions plus nombreux·ses à être syndiqué·es, plus nombreux·ses dans les manifestations, nos revendications seraient mieux prises en compte. Même si le découragement a tendance à nous envahir, n'oublions jamais que notre intérêt est celui d'une forte organisation syndicale.

Être plus nombreux·ses pour arrêter la destruction méthodique de notre système social hérité du CNR, pour barrer la route au fascisme, et pour construire une société alternative au capitalisme, tel est le défi.

N'oublions pas ce que nous apprend l'Histoire : il y a 90 ans, le 6 février 1934, à Paris, les ligues factieuses tentent de prendre le pouvoir par un coup de force. La CGT lance un

appel à la grève générale pour le 12 février. La CGT-U s'y associe. Le Parti Communiste et le Parti Socialiste soutiennent le mouvement.

La grève générale du 12 février connaît un succès considérable à Paris comme dans de nombreuses villes de France. Imprévisibles quelques jours plus tôt, les manifestations au départ séparées se regroupent pour former un mouvement réuni aux cris de « unité d'action » et « le fascisme ne passera pas ». Cette unité syndicale construite dans les mobilisations sera le prélude à la réunification syndicale de 1936 et... à la victoire du Front Populaire !

### Les retraités ne partent pas de rien

Nous avons un collectif qui regroupe neuf organisations syndicales de retraité·es ; d'où son nom de « Groupe des 9 ». La FSU retraité·es en est un membre actif. Ce collectif porte quatre grandes exigences revendicatives :

- L'indexation du pouvoir d'achat de nos pensions sur le salaire moyen des personnes en activité ;

- Un système de santé publique financé à 100% par la Sécurité Sociale ;
- La prise en charge de la perte d'autonomie dans la branche maladie de la Sécurité Sociale avec un financement à 100% par les cotisations sociales ;
- Le rétablissement et la création de services publics de proximité.

**Un syndicat fort,  
c'est l'intérêt de chacun·e  
et de nous tous·tes !**

**Renforçons  
notre organisation, la FSU !**



## Choc des savoirs : l'Ecole à l'anglo-saxonne

### Groupes de niveaux : une majorité des collèges ne les met pas en place !

Au sujet des groupes de niveaux, Gabriel Attal déclarait le 8 mars dernier dans l'émission C à vous "C'était et ça reste une très bonne idée et ça va être appliqué à la rentrée prochaine, je vous rassure sur ce sujet-là ». Il ajoutait « Ça veut dire qu'à partir de la rentrée prochaine, en français et en mathématiques, en sixième et en cinquième dans un premier temps, les élèves seront dans des groupes de niveau avec des élèves du même niveau ».

**La FSU a interrogé ses représentant·es dans les collèges et leurs retours de terrain sont clairs : au 11 septembre, 64,5% des collèges ne mettent pas en place les groupes de niveau tels que voulus par Gabriel Attal et 35,5 % des collèges appliquent complètement les groupes de niveau (sur toutes les classes des niveaux concernés).**

### Evaluations nationales : une mise en place sous pression

**Avec les groupes de niveau, les évaluations nationales sont au cœur de la stratégie du choc des savoirs mise en place par G. Attal. Outils d'une énième contre-réforme dans l'Education faisant système avec toutes les autres (collège, bac, voie pro...), les évaluations nationales :**

- favorisent dès le premier degré le tri des élèves et la mise en place de groupes de niveau ;

**Dans le Tarn, seuls deux établissements ont mis en place les groupes de niveau tels que voulus par Gabriel Attal.**

Les collègues ont massivement fait part de leur volonté de ne pas trier les élèves et pointent des problèmes d'organisation. On trouve ainsi des collèges où a été fait le choix de former des groupes hétérogènes, d'autres où des groupes pour les élèves les plus fragiles ont été constitués. La mise en place de ces groupes a aussi été disparate, en fonction des moyens attribués, ou non, pour leur mise en place. Certains établissements ont obtenu quelques moyens leur permettant de faire des groupes à effectifs plus réduits quand d'autres n'ont rien obtenu, se voyant donc contraints de supprimer des dédoublements existants jusqu'alors. Dans certains établissements, le manque de professeurs de français ou de mathématiques a été un frein à la mise en place des groupes...

- mettent la pression autour de résultats chiffrés à atteindre, poussant à privilégier la quantité au détriment de la qualité au lieu de s'assurer de l'acquisition réelle des savoirs ;

- sont des outils de pilotage du ministère qui détournent l'enseignement vers tout ce qui est mesurable, au détriment de savoirs émancipateurs et de l'esprit critique. Cela va à l'encontre de tous les consensus scientifiques sur l'apprentissage et le développement des enfants ;

- imposent des repères standardisés annuels qui ne tiennent pas compte des besoins spécifiques de chaque élève et mettent en péril la souplesse

Par ailleurs, dans un certain nombre de collèges, les groupes ont été alignés, ce qui génère des contraintes importantes et des déséquilibres d'emploi du temps pour les élèves et les personnels. Dans cette situation, les collègues eux-mêmes ont bien du mal à s'y retrouver et restent insatisfaits de ce qui se passe dans leur propre collège. En effet, ces mesures mises en place à marche forcée mettent sous tension les personnels qui, pour beaucoup, témoignent de leur colère, leur désarroi et leur mal-être. Du côté des élèves, la constitution des groupes, fait naître un sentiment de dévalorisation chez les plus en difficultés et les démoralise dès le début de l'année scolaire.

**Tout cela constitue un point d'appui pour gagner l'abandon du Choc des savoirs et du tri social, très largement contestés par les personnels·es et une mobilisation intersyndicale large durant 6 mois.**

nécessaire à un enseignement adapté ;

- permettent le contrôle des pratiques pédagogiques et réduisent les enseignant·es au rôle d'exécutant·es ;

- sont chronophages, présentent des items inadéquats et couvrent de manière très parcellaire les domaines du français et des mathématiques.

**Opposée à ces évaluations, la FSU appelle les personnels·es de l'Education à résister. Elle appelle à ne pas les faire passer ou tout du moins, à se servir de ce qui peut être utile et à les faire passer à sa manière.**

### Joindre la FSU du Tarn

201 rue de Jarlard  
81000 Albi  
☎ : 05 63 38 44 34  
Email : fsu81@fsu.fr  
Site : sd81.fsu.fr

### La FSU nationale

Site Internet :  
www.fsu.fr

POU.R 81 - Bimestriel -  
Prix : 1euro -  
FSU - 201 rue de Jarlard  
81000 ALBI  
Directeur de publication :  
Benoit Foucambert  
CPPAP 1126 S 07704  
ISSN n° 0299-6405  
Imprimé par nos soins.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques des syndicats de la FSU du Tarn. Conformément à la loi du 8/01/78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU 81 ou à votre syndicat

## Le recteur annonce qu'aucune classe ne dépasse 23 élèves dans l'académie. Merci patron !

Les enseignant·es du Tarn ont été choqué·es par les propos du Recteur sur l'antenne de France 3 en cette rentrée. Il fanfaronnait qu'aucune classe de l'académie ne se retrouvait avec plus de 23 élèves, allant jusqu'à rappeler qu'il engageait ainsi la parole de l'Etat. La FSU, indignée, a fait remonter au recteur les données du terrain pour qu'il rectifie ses propos.

Selon les données de sa propre administration, dans le Tarn, 61 écoles ont une moyenne supérieure à 23.

D'après les estimations de la FSU 81, c'est près de 40 % des classes du département qui sont concernées...

La FSU Tarn demande toujours la création de plus de 400 postes pour notre seul département, (dont 189 postes pour qu'aucune école n'ait une moyenne supérieure ou égale à 22 élèves par classe et 18 en REP, dans les quartiers politique de la ville qui ne sont pas reconnus en éducation prioritaire, en zone montagne ainsi que dans les petites structures

(écoles de 2 et 3 classes). Rien ou si peu pour cette rentrée dans notre département où l'austérité martelée dans les médias annonce une carte scolaire désastreuse pour la rentrée 2025...

La FSU 81 a d'ailleurs quitté les instances de carte scolaire de la rentrée pour dénoncer, entre autres, le manque de moyens dans notre département.

## 30 ans, ça se fête !

120 camarades se sont retrouvés vendredi 24 mai à Graulhet pour la soirée festive des 30 ans de la FSU.

Ce fut l'occasion de passer un moment autour d'un verre, d'une discussion, d'un plat ou d'une chanson.

Ce temps de convivialité, de fraternité et de sororité s'inscrit dans la volonté de notre organisation de lutte et de transformation sociale de développer les moments festifs et amicaux.

Le succès de cet événement, qui a été salué par de nombreux et nombreuses camarades, appelle à en organiser d'autres !



## A 69 : la politique du bétonnage accompli

Alors que le jugement sur le fond n'a toujours pas été rendu bien que le recours ait été déposé en juin 2023, soit depuis presque un an et demi, le groupe ATOSCA-NGE poursuit bétonisation et arrachage des arbres.

La demande de moratoire dans l'attente du jugement n'ayant pas été entendue par l'État, des opposant·es à l'A69 se sont perchés dans des arbres, établissant des zones à défendre au sol et dans les arbres à Saix (forêt de la crémade) et à Verfeil.

Un répit avait été obtenu entre avril et août, l'Office français de la biodiversité (OFB) ayant confirmé l'enjeu environnemental fort de la forêt de la Crémade, et donc l'impossibilité pour la société Atosca de défricher cette zone avant le 1er septembre.

Déjà, tout avait été fait par les forces de l'ordre pour tenter de faire redescendre celles et ceux qui se sont surnommés les écureuils·les, grimpeurs·euses qui vivent 24/24 dans les arbres :

- empêchement de ravitaillement
- privation de sommeil
- visite de médecin interdite,

suscitant l'indignation du rapporteur spécial de l'ONU sur les défenseurs de l'environnement, Michel Forst, réclamant « une enquête et des sanctions » après des actes des forces de l'ordre qui ont pu

mettre en danger les militants sur le chantier de l'autoroute Toulouse -Castres.

Depuis, une grande manif-action avait été organisée le 8 juin 2024 demandant encore et toujours l'arrêt de ce chantier qui coche toutes les cases d'un projet inutile et anachronique ou au moins l'obtention d'un moratoire dans l'attente du jugement sur le fond.

Gazage, grenade de désencerclement, LBD ont été la réponse...

Le vendredi 30 août au matin, plus de 200 gendarmes sont intervenus pour expulser la Zad de Saix (appelée Cal'arbre). Dans les jours qui suivent, ce sont trois écureuils qui ont été délogés par les gendarmes de la CNAMO au mépris de leur sécurité puisque deux d'entre eux ont chuté de 7 mètres au cours de cette intervention. Atosca-NGE de son côté a recruté des agents de sécurité qui, sous prétexte de protéger le chantier, agressent les zadistes (tirs de mortiers d'artifice, coups de pied, insultes...) sans être ennuyés par la police présente sur les lieux.

Si, à l'heure où sont écrites ces lignes, la Zad du Verger (en Haute-Garonne) résiste encore, le dernier rempart physique contre l'avancée des travaux est en survie.

Cette chronique de la conduite d'un chantier à marche forcée à

tout prix (blessé.es, répression des manifestant.es, garde à vue, procès, appel à la haine et à la violence sur les réseaux) est la mise en œuvre d'une stratégie du fait accompli. Le jugement sur le fond sera très certainement (comme cela avait été le cas pour le contournement de Strasbourg) défavorable à l'A69.

Faut-il rappeler que ce projet d'autoroute ne sera pas utile aux habitant·es ? L'autoroute ne ferait gagner que 12 minutes aux automobilistes entre Toulouse et Castres, à des prix exorbitants (17 euros l'aller-retour), mais beaucoup d'argent au futur exploitant de l'autoroute, le groupe de BTP NGE. Une alternative existe : « Une Autre Voie »

La résistance citoyenne pour la protection de nos territoires et la défense de l'environnement a donc toute légitimité à se poursuivre. De plus, l'opposition grandissante aux centrales à bitume, nocives pour la santé mais néanmoins installées près des habitations et des écoles, va participer au ralentissement de ce chantier.

En ce mois de septembre difficile, il faut garder espoir et continuer à s'engager.

Un communiqué de l'intersyndicale départementale CGT-FSU-Solidaires est disponible sur notre site : [fsu81.fsu.fr](http://fsu81.fsu.fr)

## Agissons ensemble : CGT, FSU et Solidaires s'engagent

CGT, FSU et Solidaires s'inscrivent pleinement dans le collectif tarnais « Agissons ensemble ».

Face à la montée des périls qui menacent notre département et notre pays, de nombreuses organisations tarnaises politiques, syndicales et associatives ont lancé un appel à l'unité et à l'action commune dans le Tarn de toutes les organisations et collectifs existant·es.

Il s'agit de concrétiser la volonté de construire une alternative solide et ancrée localement, capable de répondre aux défis démocratiques, sociaux, économiques et écologiques actuels ainsi qu'à la construction de la Paix et permettant d'imposer le respect de la démocratie et les mesures sociales urgentes attendues par les français : le SMIC à 1600 euros, l'abrogation de la réforme des retraites, une réforme fiscale assurant le rétablissement des services publics.

La CGT 81, la FSU 81 et Solidaires 81 ont décidé conjointement de s'engager dans ce processus qui vise aussi à disputer le terrain à l'extrême-droite et à ses soutiens, plus que jamais en embuscade. Cela suppose un travail de longue durée dans lequel nos organisations sont prêtes à s'engager. Elles construiront des initiatives unitaires permettant de parler et d'agir avec l'ensemble des classes populaires des villes et des champs.